



Hai Ren, *The Middle Class in Neoliberal China. Governing Risk, Life-Building, and Themed Spaces*

Londres & New York, Routledge, 2013, xvi & 192 p.

Martin Minost



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7260>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

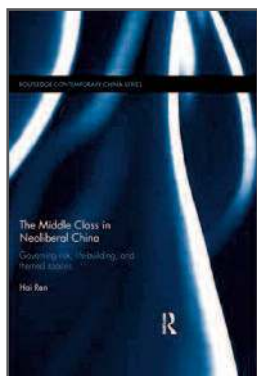
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2015
Pagination : 78-79
ISBN : 979-10-91019-17-0
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Martin Minost, « Hai Ren, *The Middle Class in Neoliberal China. Governing Risk, Life-Building, and Themed Spaces* », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2015/4 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7260>



Hai Ren,
The Middle Class in Neoliberal
China: Governing Risk,
Life-Building, and Themed
Spaces,
 Londres, New York, Routledge, 2013,
 xvi & 192 p.

MARTIN MINOST

Les classes moyennes chinoises – et la question de leur définition – font régulièrement l'objet de travaux. Ces dernières années, de nombreux sociologues et anthropologues de tous les continents se sont attaqués à cette épineuse question. On peut citer entre autres Jean-Louis Rocca, à qui l'on doit aussi des traductions sur le sujet de chercheurs chinois renommés tels que Li Chunling ou Zhou Xiaohong⁽¹⁾, ou encore les très récents travaux de David Goodman⁽²⁾.

Publié en 2013, le livre du professeur Ren, propose cependant une perspective d'analyse radicalement différente de celle de la plupart des travaux existant sur la question. En effet, il ne s'agit pas pour l'auteur de chercher à définir et délimiter les classes moyennes au moyen de catégories statistiques plus ou moins arbitraires ou grâce à des critères qualitatifs comme les modèles de consommation, le sentiment d'appartenance et autres analyses des modes de vie.

S'appuyant sur le concept de « dispositif » développé par Michel Foucault – soit l'ensemble des moyens, discours, pratiques, techniques et institutions utilisés par un pouvoir pour contrôler – l'auteur analyse « la classe moyenne » comme une stratégie de l'État chinois visant à promouvoir une « société de classe moyenne » (*middle class society*) harmonieuse, et à gérer, éduquer et contrôler la population chinoise. Pour analyser ce *soft-control*, l'anthropologue a effectué de nombreux terrains d'enquête principalement au Chinese Ethnic Culture Park de Pékin, afin d'observer la manière dont une institution servant l'État inculquait aux individus des modèles de comportements correspondants à l'image de classe moyenne proposée par cet État.

Afin de démontrer son propos, le livre de Ren suit un schéma simple et efficace. Dans son introduction l'auteur commence par définir la société chinoise comme une société du risque au sens d'Ulrich Beck, et revient sur plusieurs théories des classes sociales qui ont précédé sa propre perspective. Il présente ensuite l'intérêt de la théorie de Michel Foucault pour analyser les formes néo-libérales d'auto-construction des individus (*subjectification*) dans une société du risque.

Le premier chapitre est une présentation de l'évolution de l'État chinois et de sa nécessaire mutation face aux bouleversements liés d'une part à la rétrocession de Hong Kong et à la libéralisation économique de la Chine. En effet, puisque la composition de la population chinoise a changé, le discours de l'État devait aussi évoluer afin de mieux représenter politiquement cette population. L'auteur revient sur les adaptations que l'État a dû produire pour intégrer dans son discours les nouvelles classes sociales autrefois honnies de l'ère maoïste.

Les deux chapitres suivants s'intéressent à la libéralisation du domaine de la culture à travers deux institutions : les musées ethniques et la télévision.

Initialement totalement contrôlées par l'État, ces deux institutions, selon Ren, ont été ouvertes à la gestion privée mais continuent de servir l'idéologie étatique par les mises en scène et les programmations étroitement surveillées par les membres du PCC. Cette « néo-libéralisation » des institutions, néanmoins soumises à une forte autorité étatique, a permis d'après l'auteur de mêler société de consommation et éducation de la population grâce au domaine du spectacle et de la mise en scène, qu'il appelle « *imagineering* », un terme que l'on pourrait traduire par ingénierie de l'image ayant pour but de contrôler le modèle de consommation des individus.

Le chapitre quatre propose une analyse plus fine du processus de gestion et de manipulation des individus sur la base d'enquêtes menées dans l'environnement construit du parc ethnique. En effet, l'espace du parc est pensé de telle sorte qu'à travers la mise en scène spatiale (*theming*) et temporelle de la culture des différentes minorités ethniques, les clients sont placés dans des situations de comportement propres à une classe moyenne (types de consommation, espace sécurisé, etc.). Les normes et les règles du parc, pour Ren, façonnent les consommateurs pour en faire des sujets de classe moyenne.

Enfin, les deux derniers chapitres, l'un sur les pratiques de photographie des consommateurs et l'autre sur les parcours et les situations sociales, précaires ou non, de certains individus, servent à démontrer que tous les membres de la société sont touchés par le discours et les techniques mises en place par l'État et les entreprises culturelles, et se construisent en fonction du modèle de classe moyenne promu.

Ainsi, la perspective de Ren est très intéressante. Même s'il ne s'agit pas de définir les critères qui permettent de classer les individus parmi la classe moyenne, on retrouve dans son analyse des éléments généralement mis en avant dans l'étude des classes moyennes : modes de consommation capitalistes, marchandisation de l'image et de la culture ou encore l'analogie entre le parc et l'espace sécurisé des *gated communities*, qui permettent à l'auteur de ranger la République populaire de Chine parmi les sociétés néo-libérales. Mais la perspective nouvelle reste l'analyse de la classe moyenne comme image manipulateur et discours permettant la stabilité de l'ordre social. De ce point de vue, la classe moyenne ne comprend plus seulement certains membres de la société, éligibles du fait de la possession de certains critères, mais touche et influence l'ensemble de la population. Sans que l'auteur n'utilise ce terme, il y a pourtant une piste de recherche renouvelée pour l'étude des aspirations et de leur impact sur les relations sociales entre les individus.

Cependant, la démonstration de Ren a parfois du mal à convaincre complètement, surtout par manque de comparaison avec d'autres situations de la vie courante, c'est-à-dire moins « extraordinaires » que la visite du parc des nationalités ethniques. En effet, l'objectif énoncé par l'anthropologue était de démontrer que la société chinoise était en toute situation guidée vers un nouveau modèle idéologique étatique, même par des entreprises culturelles libérées de la gestion de l'État, et donc potentiellement dépolitisées. Néanmoins, le fait d'avoir concentré ses enquêtes sur le parc et les musées ethniques biaise nécessairement les résultats car les débats et les intentions politiques ne sauraient être absents de la question des nationalités minoritaires qui touchent directement à l'unité du pays. Qu'en est-il des situations de la vie quotidienne où le politique est effectivement absent ?

1. Jean-Louis Rocca (dir.), *La Société chinoise vue par ses sociologues. Migrations, villes, classes moyennes, drogue, sida*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 319 p. (voir les chapitres 1, 4 et 5).
2. David S.G. Goodman & Minglu Chen (éds.), *Middle Class China. Identity and Behaviour*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing Ltd., 2013, 204 p. ; David S.G. Goodman, *Class in Contemporary China*, Cambridge, Polity Press, 2014, 233 p.

De plus, il y a parfois une certaine naïveté de l'auteur face à la volonté des consommateurs à intégrer les normes et les règles du parc, lorsqu'ils se font réprimander par les gardes pour comportements inappropriés. Mais que se passe-t-il une fois sorti de l'enceinte du parc ? Ren semble oublier la capacité des individus, Chinois ou autres, à ne pas suivre les règles. Aussi, il me semble que l'anthropologue insiste trop sur la surdétermination du modèle de contrôle qu'il a perçu et qu'il place une trop grande confiance en son efficacité. Il aurait fallu suivre ces consommateurs plus longuement hors de la situation extraordinaire du parc pour observer et prouver une incorporation effective d'un modèle.

■ **Martin Minost** est doctorant en anthropologie sociale et ethnologie à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Paris), rattaché au Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine (CECMC – UMR 8173) (martin.minost@gmail.com).



Paul Morris, Naoko Shimazu et Edward Vickers (éds.),
Imagining Japan in Post-war East Asia: Identity Politics, Schooling and Popular Culture,
Londres, Routledge, 2013, 264 p.

YVES RUSSELL

Les célébrations des 70 ans de la capitulation du Japon à l'été 1945, marquées en Chine par le premier défilé militaire organisé pour l'occasion, ont révélé à quel point la mémoire de la guerre avec l'archipel japonais était un enjeu de différente importance dans les pays d'Asie orientale. Si l'image du Japon agresseur est souvent réactivée par les gouvernements des pays limitrophes, notamment au sujet de conflits territoriaux bien actuels, ce n'est pas la seule image utilisée par les gouvernements et/ou en vogue parmi les populations avoisinantes.

Les historiens et spécialistes de l'éducation de l'Université de Londres que sont Paul Morris, Naoko Shimazu, et Edward Vickers (ce dernier, spécialiste bien connu de l'enseignement en Asie, est aujourd'hui affilié à l'Université de Kyushu au Japon) ont rassemblé 11 contributions mettant en lumière les mutations de la représentation du Japon dans différents pays et territoires d'Asie orientale (Chine, Hong Kong, Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Philippines et Malaisie). L'ouvrage est composé de deux parties principales : la première est consacrée à la façon dont le Japon est représenté dans la culture populaire et la propagande d'État, la seconde aux représentations du Japon dans les manuels scolaires (principalement d'histoire), conçus ici comme « discours officiels ». Un épilogue de Shi Guopeng, professeur d'histoire dans un lycée d'élite de Pékin, conclut ces études de façon décalée par une réflexion sur les rencontres trilatérales entre professeurs d'histoire de Chine, du Japon et de Corée du Sud auxquelles il a participé. Son constat amer fait écho à celui de Soon-Won Park⁽¹⁾ à propos du projet de manuel commun aux trois pays, *A History that opens the Future*. Sans une profonde modifi-

cation des situations politiques et institutionnelles nationales, concluent ces deux auteurs, la transmission d'une certaine image du Japon par les médias ou l'enseignement sera toujours inféodée aux intérêts du pouvoir en place.

L'objectif de l'ouvrage est justement d'appréhender de quelles manières les représentations du Japon en tant qu'« Autre » imaginé ont pu servir ou non à modeler les identités nationales dans la région. L'approche historique permet de cerner les mutations et les raisons politiques, institutionnelles et culturelles de l'évolution de l'image du Japon dans les différents pays étudiés. Quatre modèles de l'altérité japonaise sont identifiés dans l'introduction par les éditeurs du livre : celui d'une altérité normative, ou modèle à suivre ; celui d'altérité dominante, ennemie, ou contre-modèle ; celui d'altérité alternative, souvent dans le jeu d'une relation triangulaire comme c'est le cas avec la Chine et Taiwan ; et enfin celui d'altérité distante, sans signification forte dans la construction de l'identité nationale.

Partant du constat que l'image du Japon est fortement liée à son rôle lors de la Seconde Guerre mondiale, plus de la moitié des chapitres traitent des représentations de l'occupation japonaise ou de la mémoire du conflit avec l'archipel. Kinia Yau Shuk-ting (chapitre quatre), dans une analyse du « bon Japonais dans les films de guerre [sino-japonaise] chinois », montre comment une vision plus contrastée des ennemis japonais s'est développée, principalement depuis les années 1990. Si l'image du « démon » (*guizi*) japonais sanguinaire et violent reste majoritaire dans les médias dominants, l'image unilatérale du soldat japonais s'est adoucie et estompée dans des films à vocation plus internationale, transmettant au passage l'image d'une Chine plus indulgente et capable d'empathie. Le chapitre cinq, de Karl Ian Uy Cheng Chua, nous emmène aux Philippines, où l'image des soldats japonais dans la bande dessinée a évolué d'une vision manichéenne (guérilla héroïque philippine face aux méchants japonais), à une vision plus contrastée lorsque les questions liées aux réparations furent résolues, et qu'apparurent celles de la corruption du pouvoir, de la croissance économique, et des dissensions civiles. Finalement, à partir des années 1970, en écho au chapitre précédent, apparurent l'image d'un Philippin parfois traître à son pays, et celle du bon soldat japonais, que le développement économique de l'ancien pays agresseur venait renforcer. À ces deux évolutions positives de l'image du Japon succède une trajectoire opposée en Corée du Sud. L'analyse fine et fascinante (chapitre six, par Jung-sun N. Han) du destin de l'ancien quartier général des forces japonaises à Séoul, finalement détruit en 1995 après avoir servi de siège du gouvernement coréen ou encore de musée, permet d'appréhender les enjeux politiques, architecturaux, mais aussi symboliques (à travers la géomancie) de la mémoire de l'occupation japonaise.

Dans la seconde partie, quatre chapitres sur six traitent de la façon dont l'occupation et la guerre avec le Japon sont abordées dans les manuels scolaires de Chine (Caroline Rose), de Malaisie (Helen Ting), de Singapour (Khatera Khamsi et Christine Han), et des Philippines (Mark Maca et Paul Morris). En Chine, malgré des variations notables entre les différentes éditions, la réduction du traitement de la guerre dans les manuels d'histoire au fil des programmes fait ressortir en proportion, selon Caroline Rose, l'évocation des atrocités de la guerre, faisant des Japonais l'altérité dominante absolue (*Extreme Other*). Cette unité de tons dans l'État centralisé chinois ne se retrouve pas en Malaisie (chapitre dix), où n'existe pas de mémoire nationale de l'occupation japonaise, mais des mémoires collectives liées aux groupes ethniques. Aux Philippines (chapitre douze), le faible contrôle de l'État et la faible qualité des manuels scolaires ont empêché la mise en place d'un récit

1. Soon-Won Park, « *A History that opens the Future* », in Gi-Wook Shin, Daniel C. Snieder (éds.), *History Textbooks and the Wars in Asia*, New York, Routledge, 2011, 312 p.